

PROJET FÉDÉRAL 2021/24

LIGUE DE
L'ENSEIGNEMENT
DU PAS-DE-CALAIS

WWW.LIGUE62.ORG



FÉDÉRATION PAS-DE-CALAIS

la ligue de
l'enseignement

un avenir par l'éducation populaire

*Notre chemin à tous,
gens de la Ligue,
est forcément le même :
faire penser ceux qui ne
pensent pas ;
faire agir ceux qui
n'agissent pas ;
faire des femmes et des
hommes, des citoyens.*

Jean Macé

PROJET
FÉDÉRAL
2021/24

- 4 LE CONTEXTE POLITIQUE
DU PROJET FÉDÉRAL 2021-2024**
 - 6 LA SITUATION SOCIO-POLITIQUE DU PAS-DE-CALAIS**
 - 8 CE QUE NOUS SOMMES**
 - 12 LA DÉMARCHE DE CONSTRUCTION
DU PROJET FÉDÉRAL**
 - 14 LES PROPOSITIONS DES CONSEILS D'ORIENTATIONS**
 - 23 LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET FÉDÉRAL**
-

LE CONTEXTE POLITIQUE DU PROJET FÉDÉRAL 2021-2024

Nous sommes à une période charnière de l'histoire de l'humanité, qui est une rupture aussi profonde que celle qu'elle a connu au milieu du 19ème siècle avec la révolution industrielle et le passage d'une économie rurale et féodale au mode de production capitaliste et l'apparition du monde ouvrier. Cette transition, préparée par le siècle des lumières, le développement des sciences et des techniques, s'est faite de manière conflictuelle. Rappelons-nous les successives révolutions, 1830, 1848, 1871 la Commune et la mise en place de la 3ème République en 1870 avec ses idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité.

C'est dans ce contexte qu'en 1866 s'est créée la Ligue de l'enseignement pour que ces idéaux deviennent une réalité vécue et pour former par l'école publique des citoyens éclairés. Ils ont œuvré pour l'émancipation sociale, pour la mise en place des piliers de la République qui nous semblent aujourd'hui une évidence, l'école publique laïque et obligatoire en 1881, les lois sur la liberté de la presse, la loi de 1901 sur la liberté d'association, la loi de 1905 sur la laïcité. Et tout au long de la vie démocratique de notre pays, la Ligue s'est engagée avec ses militants, ses amicales laïques et ses associations pour les grandes avancées sociales, que ce soit lors du Front Populaire, du Conseil National de la Résistance ou lors des luttes sociales de l'après 1968. La Ligue a ainsi constamment œuvré à l'avènement d'une société plus juste, plus humaine et plus libre.

Aujourd'hui nous sommes à un tournant aussi important que celui vécu par notre société lors de la révolution industrielle avec les crises sociales. Aujourd'hui ce tournant se traduit par les crises successives que nous avons vécues, la crise financière mondiale de 2008, le mouvement des gilets jaunes, la crise démocratique avec le désintérêt de la chose publique et le développement des populismes et de l'extrême droite. Cela sur fond de crise écologique et d'urgence climatique dont la crise de la COVID19 est la dernière manifestation.

Toutes ces crises sont les symptômes, les révélateurs des dysfonctionnements et des carences d'un système à bout de souffle, un système productiviste commencé lors de la révolution industrielle, amplifié avec une économie néolibérale mondialisée basée sur le profit à court terme, la réussite individuelle, la négation du collectif et du rôle de l'État. Un système qui considère la nature comme un réservoir inépuisable de richesses et les êtres humains comme des variables d'ajustement afin de réaliser des profits maximums pour quelques privilégiés.

La crise écologique est d'une autre ampleur que les autres crises car elle vient nous rappeler que l'espèce humaine n'est ni au-dessus de la nature, ni à côté, mais qu'elle fait partie intégrante des écosystèmes à égalité avec les espèces animales et végétales. Cette crise est le résultat de la destruction des équilibres écologiques fragiles qui ont mis des millions d'années à se mettre en place et que le système capitaliste productiviste a mis en péril en 150 ans.

La survie de l'espèce humaine est aujourd'hui clairement posée et c'est la première fois dans l'histoire de l'humanité que cette question se pose. Après le siècle des lumières, nous avons cru que le développement des sciences et des techniques permettrait à l'espèce humaine de s'affranchir de la nature avec la croyance que sciences et progrès social allaient de pair.

Bien sûr de grands progrès ont été réalisés en matière de santé et de bien-être. Les combats sociaux, et la place que l'éducation populaire y a pris, ont permis que ces progrès contribuent à plus de justice et d'égalité. Cependant depuis quelques décennies, les inégalités sociales progressent, l'ascenseur social est en panne, les classes moyennes se paupérisent avec pour résultat le développement de la pauvreté, une société coupée en deux, des pauvres et des très riches avec au centre une classe moyenne en désharpe qui a alimenté le mouvement des gilets jaunes.

Aujourd'hui, nous sommes au pied du mur, nous devons changer de système au risque de disparaître, au risque du développement du repli sur soi, du développement des idéologies identitaires et d'un monde de la jungle au profit des intérêts de quelques privilégiés.

Mais les outils que nous avons construits avec le développement de ce système pour en atténuer les effets négatifs, les corps intermédiaires, partis politiques, organisations syndicales, associations sont aussi en crise.

Le développement de l'abstention, la disparition des grands partis politiques de droite comme de gauche, la progression de l'extrême droite en France et des populismes en Europe, aux États Unis, en Amérique du sud sont les révélateurs de cette crise démocratique.

Avec l'usure du temps, murés dans leur certitude, les grands partis politiques de gauche comme de droite ne se sont pas rendus compte que notre monde avait changé, que les grandes utopies mobilisatrices du 19ème et 20ème siècle s'étaient usées avec l'exercice du pouvoir, que les formes d'engagement avaient changé.

D'un autre côté, beaucoup d'associations et de syndicats qui étaient les forces vives des transformations sociales se sont elles aussi sclérosées, le plus souvent dans la gestion du quotidien, n'offrant plus à nos concitoyens des formes d'engagement correspondant à leurs aspirations nouvelles. En fait, les moteurs associatifs et syndicaux des avancées sociales sont aussi à réinventer.

La crise écologique, démocratique et sociale que nous vivons est une crise systémique. Nous avons devant nous l'extrême urgence de repenser et d'agir pour un autre système désirable, respectueux des équilibres naturels, qui traitent les hommes et les femmes en égale dignité quelle que soit leur origine sociale, leurs origines ethniques ou leur orientation sexuelle, un monde ouvert où la coopération est une source de développement et d'émancipation.

L'histoire nous enseigne que les systèmes politiques et économiques ont une forte inertie aux changements et que les grandes avancées sociales ont été portées par des utopies collectives associées à des mobilisations citoyennes.

Face à ces enjeux écologiques, démocratiques et sociaux, l'Éducation Populaire doit être au rendez-vous de la construction d'un nouvel humanisme écologique et social, comme elle l'a été au milieu du 19ème siècle lorsqu'elle a contribué au mieux-être des laissés pour compte du capitalisme industriel. Les grandes avancées sociales, la mise en place des piliers de notre

République, liberté d'association, liberté de la presse, laïcité, école publique, égalité homme-femme, et bien d'autres ont été le résultat de mobilisations collectives où l'Éducation Populaire a pris toute sa place.

C'est parce qu'il y a urgence à répondre à ces 3 enjeux écologiques, démocratiques et sociaux que notre Fédération s'est engagée pour écrire collectivement notre Projet Fédéral pour ces 3 années à venir. Plus qu'une feuille de route, c'est un outil qui doit nous permettre de mettre en œuvre les actions de nos pôles, non pas de manière juxtaposée, mais dans un cadre politique cohérent qui réponde aux priorités que nous nous sommes fixées.

LA SITUATION SOCIO-POLITIQUE DU PAS-DE-CALAIS

L'ensemble des constats nationaux et internationaux qui sous-tendent le Projet Fédéral prennent une acuité particulière dans notre département. Plus que tout autre département, nous savons dans notre histoire et notre chair quelles sont les conséquences d'un système productiviste, celui de l'industrie charbonnière, qui une fois terminée l'exploitation du charbon s'est retirée sans projet alternatif laissant un territoire, des hommes, des femmes et des enfants en plein désarroi.

Nous en portons encore aujourd'hui les stigmates : pollution des sols, de l'eau, de l'air, cités minières laissées à l'abandon, entreprises de reconversion peu scrupuleuses profitant de l'aubaine des aides pour ensuite fermer et laisser derrière elles des familles dans le chômage et la précarité.

Le Pas-de-Calais avec 1 400 000 habitants est un des départements les plus peuplés mais aussi un des plus jeunes de France.

Le Pas-de-Calais a toujours été une terre d'accueil des migrations. C'est sa richesse.

Territoire de développement économique avec l'exploitation charbonnière passée, le Pas-de-Calais a connu différentes implantations économiques de migrants ; les polonais, les italiens, les maghrébins et les africains de l'Afrique sub-saharienne. Aujourd'hui, territoire frontière avec l'Angleterre, il voit séjourner des migrants en transit, particulièrement sur Calais et le long des villes de l'autoroute A26.

Le Pas-de-Calais a aussi massivement investi dans l'outil culturel comme levier de résilience lors de la fermeture des mines. Il possède un réseau dense d'équipements culturels, un Centre Dramatique National, deux scènes nationales, des acteurs associatifs de développement culturel, des théâtres dans la plupart des villes, un centre de la mémoire « la Coupole », un aquarium de dimension européenne « Nausicaa », un réseau dense de musées dont « Le Louvre » à Lens, un centre d'art contemporain « Labanque » dédié aux arts visuels, l'inscription du bassin minier au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Mais il cumule aussi les handicaps :

- Taux de chômage de 9,4% alors que la moyenne nationale est de 7,6% avec un important chômage des jeunes,
- Taux de mortalité le plus élevé, 20% au-dessus de la moyenne nationale, notamment pour les cancers, cancers du sein, des voies aérodigestives, maladies respiratoires, obésité,
- 64 quartiers en politique de la ville soit 106 000 habitants vivant dans les quartiers en politique de la ville qui représentent 11% de la population. C'est l'un des départements où la part de population vivant dans ces quartiers est le plus élevé,
- Taux d'illettrisme de 5,5% alors que la moyenne nationale est à 3,6%,
- Précarité énergétique dans des logements mal isolés,
- Niveau de formation des jeunes inférieur à la moyenne nationale.

Tout cela sur fond de pauvreté. Avec 19,3% le département du Pas-de-Calais est un des départements les plus pauvres de France (5 points au-dessus de la moyenne nationale) cette pauvreté frappe particulièrement les jeunes et les familles monoparentales. Le surendettement est un des plus élevés, le revenu moyen est inférieur de 25% à la moyenne nationale, les attributaires du RSA progressent chaque année.

Cette situation de pauvreté de notre population est plus forte dans l'ex-bassin minier, bien que sur le littoral, notamment Calais et sur le secteur rural, celle-ci soit aussi très forte. Elle est pour une grande partie le résultat de la politique de désindustrialisation.

Face à cette situation, le Conseil Départemental a toujours mené une politique volontariste malgré des finances impactées par le poids du RSA, que ce soit pour la formation des jeunes, l'accès aux loisirs, aux sports et à la culture, notamment pour les plus jeunes.

C'est l'investissement du département dans son soutien aux mouvements d'Éducation Populaire et de jeunesse, c'est la présence et l'intervention d'un réseau associatif dense qui ont permis que la cocotte-minute sociale n'explose pas.

Cependant la misère sociale, les désillusions engendrées par les promesses non tenues des grands partis qui se sont succédés au pouvoir depuis la fermeture des mines, ont été le terreau sur lequel le populisme avec ses idées xénophobes a réussi à s'installer. Un comble dans un territoire qui a fait des vagues successives d'émigrés la richesse de son histoire.

Le Rassemblement National détient 2 villes importantes du bassin minier : Bruay la Buisnière et Hénin-Beaumont et compte 4 Députés sur 11 mais le plus inquiétant c'est le taux d'abstention qui témoigne de la défiance des plus pauvres à l'égard de la chose publique.

Enfin une note d'optimisme, le département du Pas-de-Calais est un des plus innovants en matière d'Économie Sociale et Solidaire. L'ESS représente 9,6% des établissements employeurs pour 9,3% nationalement. Elle est présente dans l'action sociale, la santé et l'enseignement.

Optimisme car c'est dans ce champ d'activité économique que se mettent en place des formes de travail et d'implication des acteurs qui mettent au cœur de leur activité l'humain et non le profit. Ces entreprises de l'ESS sont les laboratoires où s'inventent les formes alternatives au modèle capitaliste.

Optimisme aussi, parce que notre jeunesse est un atout pour construire notre futur, pour peu qu'on lui en donne les moyens. Et nous n'oublions pas en tant que mouvement de jeunesse que les grandes transformations sociales ont toujours été déclenchées par des mobilisations de la jeunesse. D'ailleurs la conscience de l'urgence climatique a pris une toute autre force après les grandes manifestations de la jeunesse mondiale pour le climat.

CE QUE NOUS SOMMES

NOTRE HISTOIRE

Fondée en 1866, la Ligue de l'Enseignement doit son nom au fait que l'accès aux savoirs et à la compréhension du monde n'était restreint qu'aux plus fortunés qui pouvaient payer pour l'éducation, et si parfois elle était accessible ce n'était la plupart du temps que pour dispenser un catéchisme religieux.

Le mouvement révolutionnaire de 1789, s'est rapidement préoccupé de la nécessaire instruction du peuple. Ses options en matière d'instruction ont été portées par Condorcet, qui a par la suite largement inspiré la Ligue de l'Enseignement.

Il s'agissait de restituer à chacun l'état de connaissance du monde, des savoirs, des lettres et des sciences afin de pouvoir associer toutes les femmes et tous les hommes à la construction d'un destin commun quelle que soit leur situation sociale. L'œuvre est ambitieuse et elle le demeure encore aujourd'hui tant les blocages au processus démocratique le plus abouti possible demeure.

En 1866 le seul fait de s'associer ne constituait pas un droit, c'est d'ailleurs pour cela que le mot « Ligue » a été retenu. Il était aussi difficile de pouvoir réunir librement plus de vingt personnes au même endroit. Pourtant la Ligue a su créer les conditions qui permirent d'aboutir au lois Jules Ferry en inscrivant durablement le droit à l'éducation pour tous pour former des citoyens éclairés et responsables.

En 1901, elle s'est impliquée fortement dans la mise en place de la liberté d'association, une avancée démocratique majeure puisqu'elle a permis le développement des corps intermédiaires, associations, syndicats et partis politiques qui ont été les acteurs des grandes conquêtes sociales de la République.

En 1905, elle a été un acteur majeur dans la loi de séparation des églises et de l'État. Le principe de Laïcité inscrit dans la constitution de la République instaure la liberté de conscience, la liberté de penser, conditions essentielles pour faire vivre les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité porteuses d'un modèle de société empreint d'altérité et de fraternité.

Depuis, à la Ligue de l'Enseignement, nous n'avons jamais abandonné ce cheval de bataille et n'avons eu de cesse de travailler à préparer les esprits afin que la Laïcité puisse être appréhendée par chacun dans sa véritable nature : un principe d'organisation de la société qui émancipe et protège tout à la fois.

Tout au long du 20ème siècle la Ligue s'est impliquée dans les grandes conquêtes sociales, celles du front populaire, le sport, la culture et les vacances pour tous, puis les grandes avancées sociales et sociétales que ce soit celles portées par le Conseil National de la Résistance ou encore les grandes avancées sociétales de l'après 1968.

LA LAÏCITÉ, L'ADN DE LA LIGUE

Parler de la Laïcité à la Ligue de l'Enseignement, c'est parler de notre ADN puisque nos valeurs, nos combats, sont indissociables de la Laïcité. Elle est inscrite clairement dans notre objet social.

Aujourd'hui celle-ci est fortement malmenée et la République, qui repose sur trois piliers indissociables, liberté, égalité et fraternité, est en danger. Après les drames que nous avons vécu (Charlie Hebdo, le Bataclan...), après les dérapages verbaux de la droite extrême et de l'extrême droite concernant les musulmans, les réfugiés, les Roms, la Laïcité est revenue au centre de tous les débats.

Elle est un principe qui est au cœur même de notre projet républicain. On l'avait rangée au rang des accessoires poussiéreux de notre histoire, parce qu'on pensait qu'elle était une évidence et que sa promotion ou sa défense appartenaient à un autre temps.

C'est vrai qu'elle est une évidence pendant les périodes de croissance économique et de progrès social, c'est vrai qu'elle est une évidence dans un monde fermé.

Mais aujourd'hui notre monde s'est ouvert. De nouvelles populations avec des cultures et des religions différentes se sont installées de manière durable et elles vivent souvent des discriminations intolérables et des situations sociales difficiles.

Il peut sembler vertueux de la défendre, mais cela impliquerait de penser qu'elle existe de fait. Or les discriminations et les discours et les actes démontrent qu'il en est autrement. Aussi, il est de notre devoir, mouvement d'éducation populaire, de la faire vivre dans nos cités, dans nos campagnes, dans nos villages.

Partout la Laïcité doit pouvoir s'incarner et être le ciment qui nous relie l'un à l'autre.

Rappelons qu'elle n'est pas compatible avec l'extrême droite parce qu'elle vise la coexistence pacifique, qu'elle est faite de respect, d'ouverture d'esprit et de tolérance. La fin ne peut justifier les moyens, et de la même façon qu'on ne peut pas adjectiver la Laïcité, ne laissons pas en transformer le sens profond.

A l'heure des amalgames, à l'heure où l'extrême droite tente de se réapproprier notre héritage, il faut nous rassembler et agir plutôt que de se cantonner dans la défense d'une quelconque orthodoxie.

NOS VALEURS

LIBERTÉ

« La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi. » (Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1987)

La liberté est l'une des valeurs fondamentales de notre république, elle doit bien entendu être articulée avec l'égalité et la fraternité. Si la liberté était totale et n'utilisait pas de garde fous ce serait la loi du plus fort qui primerait. Pour autant elle nécessite d'être préservée afin que chacun soit en capacité de penser et s'exprimer, c'est ici l'une des conditions principales de l'affirmation de soi et de la dignité humaine.

ÉGALITÉ

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. » (article 1 de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen)

Le mot « égalité » signifie donc que la loi doit être la même pour tous, sans distinction de naissance ou de condition. Pour autant si la loi codifie certaines règles qui garantissent la sécurité de chacun, elle doit encore évoluer sur les questions de justice sociale. L'égalité sera encore plus effective lorsque le devenir d'un être humain ne sera pas consécutif de sa condition d'origine. Il faudra aussi que rien ne puisse justifier une différence de traitement, que ce soit lié à son genre ou à tout ce qui nous différencie les uns des autres. Ceci nécessite un renforcement des services publics dans certaines zones d'habitations afin de renforcer les conditions d'accessibilités et un travail renforcé d'éducation pour que chacun puisse dépasser les préjugés et les représentations.

FRATERNITÉ

Initialement, « la fraternité avait pleine vocation à embrasser tous ceux qui, français mais aussi étrangers, luttèrent pour l'avènement ou le maintien de la liberté et de l'égalité ». C'est à partir de 1848 que la fraternité devient un principe à part entière, constituant le tryptique républicain.

La Fraternité est un des indicateurs de mesure qui nous permet d'appréhender l'évolution d'une démocratie. Elle rassemble les êtres humains dans leurs diverses opinions, culturelles spirituelles ou religieuses dans une trajectoire commune qui veut un fonctionnement humaniste de la société. Elle nécessite de l'écoute et de la bienveillance dans un cadre où chacun peut s'exprimer librement.

CE QU'EST NOTRE FÉDÉRATION AUJOURD'HUI

Depuis 10 ans la Fédération s'est profondément transformée. De prestataire de services elle est devenue un mouvement d'idées en acte remettant du sens politique au cœur de ses actions pour que les valeurs que nous portons ne restent pas des incantations et que nos actes répondent aux grands enjeux démocratiques et sociaux qui se posent à notre société.

Un accent a été porté en termes de priorités sur les enjeux prioritaires des populations les plus fragiles du Pas-de-Calais, notamment en favorisant l'accès aux pratiques culturelles et sportives, le départ en vacances ou les actions de formation. Autant d'actions pour réduire les inégalités d'accès aux outils de connaissance et de bien-être qui contribuent à l'émancipation individuelle et collective.

Nous avons particulièrement agi pour développer la citoyenneté, pour faire vivre le principe de Laïcité, la Fraternité et faire reculer les discriminations qui sont autant de moyens pour faire reculer l'emprise de l'extrême droite.

Nous nous sommes fortement impliqués pour faire de la révolution informatique, d'internet, un outil d'émancipation et non pas un instrument de manipulation des esprits au profit de l'intolérance, du racisme et des thèses complotistes souvent alimentées par les populistes.

Mais surtout nous avons fortement contribué au développement de nos associations socio-culturelles, car ce sont elles qui constituent notre tissu vivant. Elles sont les laboratoires où s'inventent les réponses pour un monde plus juste, plus solidaire et plus respectueux des grands équilibres naturels. Nous sommes une Fédération d'associations, c'est notre force, c'est notre ancrage dans le réel sans lequel nous ne serions que des idéologues. C'est pourquoi nous avons tout fait pour les outiller et leur donner les moyens de leurs actions.

C'est parce que nous croyons dans leur capacité à agir et inventer un monde désirable que nous les avons associés à l'écriture de notre Projet Fédéral.

LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DU PAS-DE-CALAIS EST AUJOURD'HUI ...

UN MOUVEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE LAÏQUE qui concourt à la démocratisation, l'extension et l'amélioration du service public de l'Éducation sur l'ensemble du territoire français associant les individus et les collectivités territoriales dans le respect de la mixité sociale et de la diversité culturelle. Ses 2 entités sportives l'USEP et l'UFOLEP permettent le développement des pratiques sportives accessibles à tous, sans esprit de compétition. Elles permettent l'épanouissement personnel et la mise en pratique de nos valeurs.

UN MOUVEMENT SOCIAL fédérant des associations et des personnes morales qui encourage toutes les initiatives individuelles et collectives, en vue de développer l'éducation tout au long de la vie, de favoriser l'engagement et de faire vivre la solidarité. Pour cela, la Ligue de l'enseignement suscite la création d'associations et d'institutions laïques éducatives, culturelles, sportives et sociales. Nous devons contribuer à l'animation de ces associations et institutions et à la défense de leurs intérêts.

UN MOUVEMENT D'IDÉES qui favorise les lieux de rencontre et de débats, qui donne aux individus l'envie de connaître et de comprendre les questions de société pour exercer pleinement leur citoyenneté

UNE ORGANISATION D'ÉCONOMIE SOCIALE qui promeut l'économie au service de l'Homme et développe des activités s'inscrivant dans ce cadre tout en respectant son caractère à but non lucratif, notamment l'organisation de services éducatifs, sociaux et culturels, de voyages et séjours de vacances, d'activités sportives et de loisirs, d'actions de formation...



**Dans le Pas-de-Calais,
notre Fédération regroupe :**

785

associations affiliées

42.000

adhérents

5.000

bénévoles

50

salariés en ETP

140

volontaires en Service Civique

LA DÉMARCHE DE CONSTRUCTION DU PROJET FÉDÉRAL

MOBILISER LES ÉNERGIES AUTOUR DU PROJET

Il n'y a rien de pire comme dysfonctionnement qu'une organisation qui pense un projet sans être connectée à la réalité de la vie quotidienne. Ceci peut créer à la fois des difficultés de mise en œuvre mais aussi des tensions liées à la non prise en compte de ceux qui agissent et vivent la réalité sociale au plus près des habitants.

Aussi, nous avons entamé deux chantiers pour développer une meilleure prise avec la réalité :

- Nous avons fait en sorte au niveau de notre gouvernance de favoriser les mixités afin qu'il puisse y avoir des représentations plus équilibrées et en phase avec la sociologie du département et de nos associations adhérentes,
- Nous avons initié une démarche nouvelle avec la mise en place des Conseils d'Orientation. Ceux-ci ont vocation à associer les adhérents, les bénévoles, les salariés et les administrateurs de la Fédération afin de partager les constats, de les analyser et définir ce qui pourraient être les orientations de notre projet.

EXPLICITATION DE LA DÉMARCHE DES CONSEILS D'ORIENTATIONS

La démarche proposée a permis à nos adhérents, bénévoles, salariés, d'être associés aux administrateurs dans un processus qui a abouti à la définition des orientations de notre Projet Fédéral. **Schéma 1**

Ce travail collectif s'est déroulé lors de Conseils d'Orientation qui se sont tenus pendant le premier trimestre 2021 avec un Conseil d'Orientation pour chaque enjeu tels que définis par le Conseil d'Administration : Culture, Éducation, Formation, Innovation Sociale, Vie Fédérative et Transition Écologique. **Schéma 2**

Par la suite, les orientations définies ont servi de base pour l'écriture du Projet Fédéral.

Celui-ci a été validé par notre Conseil d'Administration en Avril et a été présenté lors de notre Assemblée Générale. **Schéma 3**

Concrètement cette démarche s'est révélée concluante étant donné qu'elle a permis de mobiliser des représentations diverses de notre réseau et le croisement de différentes expertises en donnant toute sa place à celle d'usage réalisée par ceux qui sont en lien direct avec les usagers. Elle permet aussi de nourrir la réflexion et la pensée de tous les participants par les échanges qui se produisent.

Schéma 1

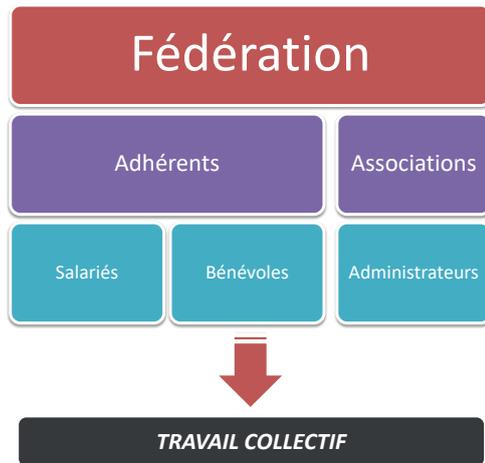
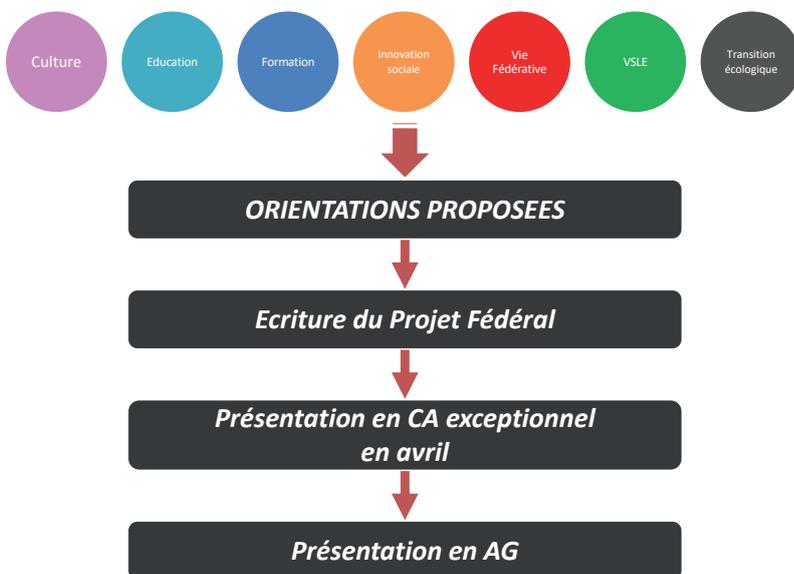


Schéma 2



Schéma 3



UNE ORIENTATION IMPORTANTE ET UN CHOIX POLITIQUE MAJEUR

La régularité de cette démarche constitue en elle-même une orientation majeure qui est de

créer des lieux de réflexion partagés afin que chacun puisse se réappropriier les enjeux de notre société et accroître son niveau d'expertise.

Ces lieux seront les Conseils d'Orientation et permettront aussi d'associer tous ceux qui le désirent et en sont légitimes à la définition des orientations de notre projet politique et à l'évaluation de sa mise en œuvre.

Ce choix est extrêmement significatif de la volonté de la Fédération de :

- Développer la participation,
- Développer la formation idéologique et politique de nos adhérents et de nos bénévoles,
- Créer une synergie efficace en vue de la traduction opérationnelle de notre projet.

Cette orientation politique est aujourd'hui notre mode de fonctionnement puisqu'elle a été inscrite dans nos statuts lors de notre Assemblée Générale extraordinaire du 20 Mai 2021.

LES PROPOSITIONS DES CONSEILS D'ORIENTATIONS

Définir nos orientations n'est pas l'exercice le plus simple puisqu'il faut à la fois penser collectivement l'avenir que nous souhaiterions construire et l'objectiver par notre capacité réelle à transformer le présent. Ceci implique donc une réflexion approfondie et structurée sur les enjeux de notre société pour lesquels la Ligue de l'Enseignement souhaite contribuer et l'articulation des ressources que nous avons ou sur lesquelles nous pouvons investir pour que nous puissions agir qualitativement.

Comme explicité dans la démarche, nous avons au préalable défini des enjeux politique en lien avec notre territoire et notre réalité opérationnelle afin de les traduire en orientations lors des Conseils qui se sont déroulés de Janvier à Mars 2021. Ce travail réalisé nous avons entamé un chantier d'écriture afin de contextualiser et présenter les orientations définies.

Ce travail est donc le fruit d'une réflexion au travers de laquelle nous avons réalisé de multiples aller-retours entre la réalité nationale voire internationale des conditions de vie et les spécificités de notre territoire qui est plus abimé qu'ailleurs sur certains aspects mais qui peut s'appuyer sur des potentiels et des ressources qui lui sont propres.

Nous avons pris en compte la dimension globale pour une action locale mais pas que. Si Gandhi disait : « Soyez le changement que vous voulez voir dans le monde ! » il nous faut être exigeant et intransigeant avec nous-mêmes. Nous ne pouvons donc pas prêcher en faveur de la citoyenneté et de la participation et ne pas laisser d'espaces propices à ces notions en notre sein. C'est la vocation de ces agoras que sont les Conseils d'orientations qui ont fortement travaillé sur les différents enjeux qui composent notre Projet.

Ces enjeux ont été définis en fonction des réalités sur lesquelles travaillent notre mouvement à l'échelle nationale et de celles de notre département, explicitées plus

haut. Ce sont donc les enjeux suivants qui ont été validés par le Conseil d'Administration de la Fédération en Décembre 2020 :

- La transition écologique qui est une évidence pour notre département : il sera fortement touché par les effets du réchauffement climatique telle que la montée des eaux, il peine à développer un modèle résilient suite à la fin de l'exploitation des mines et à la délocalisation de l'industrie,
- La vie associative qui est la traduction la plus opérative de notre objet lié à la participation et à la citoyenneté. Véritable laboratoire, elle est un lieu essentiel qui a permis de nombreuses innovations sociales grâce à son objet désintéressé,
- L'éducation afin de perpétuer la volonté de notre mouvement de préparer les esprits afin qu'ils soient en capacité non de s'adapter au monde d'aujourd'hui mais de bâtir un idéal,
- La formation parce que se former c'est s'ouvrir au monde par des échanges, par de l'apprentissage et par la meilleure connaissance qu'on y acquiert,
- La culture parce qu'elle permet de s'ouvrir aux autres de s'émouvoir et de rêver. Elle constitue ainsi un outil idéal pour imaginer et penser collectivement un autre futur,
- L'Économie Sociale et Solidaire parce que notre territoire a fortement besoin de se reconstruire économiquement et qu'elle correspond à des possibilités de penser un développement qui sait allier l'homme et la préservation de notre écosystème,
- Le sport vecteur de lien social par la rencontre et l'épanouissement collectif, de santé et de bien être par les effets induits d'une pratique régulière et de citoyenneté par l'esprit, les valeurs et l'engagement nécessaires à son implantation.

ENJEU NUMÉRO 1

TRANSITION

ÉCOLOGIQUE

En 1972 est publié le rapport Meadows, celui-ci rend compte du travail de plusieurs chercheurs du Massachusetts Institute of Technology. Pour la première fois de façon argumentée depuis le développement de l'industrie, un rapport explique que notre modèle de production basée sur l'exploitation de matières fossiles est à la fois nuisible pour notre environnement et se verra limité par l'épuisement des ressources en hydrocarbures.

Les conséquences sur la vie humaine seront dramatiques et sont d'ailleurs déjà visibles si l'on se réfère aux conflits armés, un rapport commandité par le Programme des Nations Unis pour l'Environnement en 2012 démontre clairement que la raréfaction des ressources est à l'origine de tous les conflits sur notre planète : « Alors que seulement 54 % des accords de paix conclus entre 1989 et 2004 contenaient des dispositions sur les ressources naturelles, tous les accords de paix conclus entre 2005 à 2010 incluaient de telles dispositions ».

Les ténors du néolibéralisme économique se sont empêchés de condamner le rapport Meadows comme en témoignait l'expression de Friedrich Hayek qui ira

jusqu'à remettre en cause le caractère scientifique du rapport.

L'entreprise capitaliste n'ayant qu'un seul objet : soit la rentabilité a donc réussi à faire fi de cette alerte et a continué à maintenir ses positions. Aujourd'hui nous avons largement dépassé un seuil où on ne se développe plus pour améliorer nos conditions de vie. Aujourd'hui on exploite nos ressources avec déraison et on détériore notre écosystème, le Covid est une conséquence de cela et nous vivons le revers de nos excès.

Si pour des raisons éthiques la doctrine capitaliste ne peut plus esclavager l'être humain, la nature est devenue la principale victime de cette folie.

La place que l'éducation populaire doit prendre sur la transition écologique apparaît comme évidente tant les enjeux sont forts pour l'humanité. Il s'agit à la fois de penser d'autres modèles et surtout de préserver la vie sur notre planète.

C'est le développement d'une prise de conscience qui nous permettra de résoudre collectivement les problèmes. Il nous faut pour cela : **informer, débattre et agir.**

POUR LES PROCHAINES ANNÉES LES ORIENTATIONS SERONT LES SUIVANTES :

- Accompagner les acteurs éducatifs sur l'éducation des publics les rendant acteurs à la transition écologique
- Œuvrer à une éducation populaire à l'environnement et partager une conscience collective environnementale point de départ d'une éco-citoyenneté engagée, basée sur la justice internationale et environnementale
- Favoriser l'engagement des citoyens sur les enjeux structurants des transitions, avec une orientation ré-

solument portée, et s'appuyant sur les principes humanistes

- Prendre en compte les enjeux des migrations, de l'urgence climatique et de la biodiversité dans la coopération avec les pays en développement dans les questions des migrations et de la coopération, notamment les pays de l'euro-méditerranée

- Influencer la transformation des politiques publiques pour une meilleure prise en compte des transitions par les acteurs publics.

ENJEU NUMÉRO 2

LA VIE ASSOCIATIVE

Nous sommes convaincus que l'association est un lieu de fabrique du citoyen et pour cela nous les accompagnons à structurer leur projet et à le développer en vue d'une amélioration sociale et matérielle de la condition humaine. Lors du congrès de Bordeaux en 1971 dont la question était « Le rôle de l'action socioculturelle dans une démocratie, ses limites, ses rapports avec l'action syndicale et avec l'action politique » le constat est fait d'une distance entre le centre confédéral et les fédérations et entre les associations locales et le centre fédéral. La volonté d'entreprendre une campagne d'information pour vulgariser les positions théoriques de la Ligue de l'enseignement est mise en avant et il est décidé d'entreprendre un travail de formation idéologique des militants. Aujourd'hui (50 ans après) le lien entre la fédération et les associations locale demeure un enjeu important, tout comme la question de la formation militante.

Nous développons en ce sens les actions suivantes :

- la formation et l'accompagnement des bénévoles,
- le suivi des démarches associatives en vue du dé-

veloppement de leurs projets et d'une animation de la vie statutaire conforme à l'état d'esprit démocratique et républicain,

- la mise à disposition de ressources,
- un appui à l'engagement de volontaires notamment par l'intermédiation sur le dispositif du service civique,
- un appui technique aux associations via un dispositif d'assurance adapté.

De plus, afin d'engager et de structurer notre réseau dans une dynamique vertueuse, nous animons et organisons trois semaines thématiques regroupant plus 300 actions à l'échelle du département : la semaine de la Laïcité autour du 9 Décembre, faites la Fraternité autour du 21 Mars et la semaine de l'Éco-citoyenneté début Juin. Tous ces actions concourent à renforcer les liens avec notre réseau et à lui redonner un corps politique. Elles ont aussi permis de diversifier et d'étoffer notre réseau d'associations avec des nouvelles affiliations d'associations œuvrant dans l'humanitaire, le lien social, la prévention, l'écologie

NOUS POURSUIVRONS CE DÉVELOPPEMENT EN PRENANT EN COMPTE LES ORIENTATIONS POLITIQUES SUIVANTES POUR LES PROCHAINES ANNÉES :

- Réaliser un accompagnement et une mise en projet autour de nos valeurs,
- Mieux reconnaître le bénévolat afin qu'il soit reconnu comme levier d'inclusion, en vue de l'émancipation, l'insertion sociale et professionnelle pour tous,
- Mettre en place un appui et un accompagnement des associations, afin qu'elles puissent mieux répondre aux mutations qui les touchent,
- Soutenir notre réseau associatif politiquement sur les principes et valeurs que sont la laïcité, la fraternité et l'écocitoyenneté dont le projet est en lien avec les

valeurs que porte notre mouvement,

- Mieux reconnaître le bénévolat afin qu'il soit reconnu comme levier d'inclusion, en vue de l'émancipation, l'insertion sociale et professionnelle pour les personnes les plus vulnérables ou fragiles.

ENJEU NUMÉRO 3

L'ÉDUCATION

Si notre mouvement devait se définir en deux mots, nous choisirions sûrement fédérer et éduquer. Ceci actualise dans un autre contexte qu'en 1866 les mots liguier et enseigner. L'éducation est donc un enjeu majeur pour nous et nous y travaillons avec force et rigueur.

Ainsi nous accompagnons les acteurs éducatifs, les enseignants, les formateurs et les animateurs, les élus et agents des collectivités locales afin de faire évoluer la prise en compte des publics dans le rapport éducatif. Il nous faut pour cela donner les garanties d'une éducation humaniste qui sache reconnaître la singularité dans un cadre collectif et ainsi permettre à la personne de se développer en tant qu'être humain au sein d'un écosystème.

Nous développons des temps de formations :

- en direction des enseignants afin qu'ils se réapproprient les enjeux du cadre républicain (principes et valeurs) et qu'ils soient en capacité de l'intégrer dans leur approche éducative et dans leur contenu pédagogique,

- en direction des acteurs éducatifs qu'ils soient salariés d'association ou de collectivité afin qu'ils développent une meilleure maîtrise du cadre idéologique dans lequel ils inscrivent leur action et prennent en compte comme cadre de référence la laïcité, la fraternité et l'écocitoyenneté. Nous les accompagnons et outillons aussi au niveau de la méthodologie afin que leur action éducative gagne en efficacité,

- en direction des travailleurs sociaux afin de cadrer plus précisément leur rôle et leur posture en tant que représentant d'une institution face à un public fragile. Ainsi il est essentiel que la laïcité puisse être appréhendée par les éducateurs comme un outil d'inclusion et qu'elle soit vécue comme telle par les usagers,

- en direction des volontaires en service civique afin qu'ils appréhendent les différents chemins qui mènent à l'engagement, les valeurs et le cadre républicain dans lequel il doit s'inscrire.

POUR LES PROCHAINES ANNÉES, LES ORIENTATIONS SUR L'ENJEU ÉDUCATION SERONT :

- Participer à rendre effectif le droit d'accès de tous les enfants à la restauration gratuite et sans discriminations,

- Promouvoir une éducation à l'éco-citoyenneté accessible à tous, permettant à chacun d'agir, de s'engager et de vivre ensemble,

- Permettre à chaque personne de pouvoir s'engager et s'émanciper dans le cadre d'une action citoyenne,

- S'engager pour une éducation populaire aux médias, à l'information et aux réseaux qui favorise l'exercice de l'esprit critique de chacun,

- Participer à la définition de projets éducatifs globaux ambitieux et fondés sur des valeurs fondatrices partagées, sur tous les temps et les espaces éducatifs et sociaux.

ENJEU NUMÉRO 4

LA FORMATION

Dès 1955 notre mouvement commence à réfléchir à ce que la formation des adultes peut apporter comme souffle nouveau à notre société. C'est ainsi que nous commençons à nous engager pour l'éducation permanente qui permet de ne pas sceller le destin professionnel d'une personne à la sortie de l'école. L'échec ou la mauvaise orientation doivent pouvoir être réparés par la formation tout au long de la vie. C'est là un engagement fort de la Ligue de l'enseignement qui change de nom en 1967 pour s'appeler Ligue Française de l'Enseignement et de l'Éducation Permanente et crée en 1980 l'Institut National de Formation et de Recherche en Éducation Permanente qui est un des cinq premiers organismes de formation sur le plan national.

Cependant celui-ci est présent là où les fédérations n'agissent pas dans ce champ et lui ont délégué cette compétence. Dans notre département, l'INFREP n'est pas présente. Il nous appartient donc de développer ce champ autour de la formation professionnelle.

Pour la formation dans l'animation volontaire, nous formons déjà plus de 2 000 jeunes, chaque année, à

l'obtention du BAFA ou du BAFD, dans le Nord et le Pas-de-Calais. Ces jeunes appréhendent ainsi ce qu'est un mouvement d'éducation populaire et les principes et valeurs que nous défendons. Ils découvrent aussi différentes approches pédagogiques et développent une meilleure connaissance des publics auprès desquels ils pourront agir.

Cette formation leur permet ensuite de s'engager au sein d'une organisation qui développe des temps de loisirs éducatifs.

Les formations professionnelles et certifications de compétences que nous proposons (CléA, CPJEPS, développement personnel et professionnel) constituent un canal d'actions et d'accompagnement des publics visant à faciliter l'accès à l'emploi et à développer une reconnaissance sociale de leurs compétences. Il s'agit à la fois de donner à des apprenants des outils qui leur permette de développer leur posture et leur rapport au monde afin de mieux pouvoir y évoluer et traduire leurs compétences en actes.

POUR LES PROCHAINES ANNÉES LES ORIENTATIONS SUR L'ENJEU FORMATION SERONT :

- Accompagner les acteurs de l'extrascolaire et du périscolaire,
- Développer un réseau de partenaires locaux afin de favoriser à tous à la formation professionnelle en incluant dans un projet de vie,
- Développer les champs d'intervention de la formation professionnelle et de l'insertion afin de permettre à chacun d'acquérir des compétences et de les mettre en œuvre dans un projet de vie,
- Démocratiser l'accès à la formation pour tous,
- Former des équipes de formation tant dans le domaine professionnel que volontaire sans oublier la notion de softs skills.

ENJEU NUMÉRO 5

LA CULTURE

L'histoire de la Ligue de l'enseignement et de l'éducation culturelle sont fortement entremêlées. C'est sûrement le premier objet de la Ligue de l'Enseignement qui est créé par Jean Macé trois ans avant qu'il ait fondé la société des bibliothèques communales du Haut-Rhin. Dès le début du siècle dernier, les cercles locaux puis les amicales laïques s'étaient d'ailleurs investis d'une mission forte dans ce domaine. Et ce n'est pas un hasard si nous avons été longtemps le plus vaste réseau de cinéma en France avec 5 500 ciné-clubs après la seconde guerre mondiale, contre 3 000 salles commerciales.

Aujourd'hui, un réseau dense de diffusion culturelle, nous nous adressons à des publics divers, à commencer par les enfants et les jeunes, en mobilisant les trois leviers de l'éducation artistique et culturelle : la fréquentation des œuvres, la rencontre avec les artistes et les pratiques artistiques.

Toutes les disciplines artistiques sont concernées :

- Nous assurons via CinéLigue un gros travail de médiation autour du cinéma,

- Un partenariat avec le conseil départemental nous permet de déployer une médiation avec les collégiens autour du spectacle vivant,

- Nous accompagnons un réseau d'une centaine de troupes de théâtre amateur,

- Nous développons un travail de médiation culturelle dans le bassin minier en s'appuyant sur 20 volontaires et les structures culturelles du territoire inscrites dans son réseau.

- Nous sommes particulièrement attentifs à développer le goût de la lecture avec nos 600 lecteurs bénévoles.

POUR LES PROCHAINES ANNÉES, LES ORIENTATIONS SUR CET ENJEU SERONT :

- Développer, pour les populations urbaines et rurales qui en sont les plus éloignées, les dispositifs innovants qui encouragent la fréquentation des structures culturelles de la région,

- Accompagner, former et outiller les acteurs locaux dans les domaines des arts de la scène, des arts visuels et des arts littéraires,

- Développer, au sein des milieux ruraux éloignés des structures culturelles, un outil itinérant de diffusion du spectacle vivant et d'expositions d'artistes,

- Accompagner les lieux de diffusion alternatifs (ex : Tiers-lieux) dans la programmation culturelle et l'accès à la pratique artistique,

- Penser et programmer, à l'endroit des publics jeunes, des actions de découverte et de valorisation du patrimoine.

ENJEU NUMÉRO 6

LES VACANCES, SÉJOURS ET LOISIRS ÉDUCATIFS

En 1933, avec la CGT, les Éclaireurs de France (scouts laïques) fondés par un militant de la Ligue de l'enseignement, le SNI (syndicat national des instituteurs), la fédération nationale des municipalités socialistes et l'Union des villes et des communes de France, la Ligue de l'enseignement crée le Centre laïque des auberges de jeunesse, qui connaît un succès considérable avec l'arrivée du Front populaire. L'UFOVAL (Union française des œuvres de vacances laïques) est créée en 1934 et devient un service national Vacances en 1967, après la réforme des statuts de la Ligue de l'enseignement. Pour une meilleure communication et une plus grande visibilité, ce service est appelé VPT (Vacances pour tous) en 1984.

Aujourd'hui nous sommes le premier organisateur européen de colonies de vacances via notre service dédié. Nous plaçons pour le développement de cette expérience hors du cadre familial, propice à l'approfondissement d'une passion, à l'exploration de nouveaux centres d'intérêt et à l'apprentissage du « vivre les uns avec les autres ».

Nous favorisons la mobilité des jeunes en accompagnant également leurs projets d'engagement et de solidarité en Europe ou à l'international.

Nous permettons chaque année à plus de 3 000 jeunes de vivre une expérience de vie en collectivité, de découvrir l'environnement marin et d'être initiés à l'éco-citoyenneté avec notre centre des Argousiers.

Nous pensons fortement que l'exemplarité doit être de mise dans l'acte éducatif et pour ce faire avons fortement investi dans la rénovation de nos locaux afin qu'ils permettent de mieux gérer les énergies et qu'ils puissent être un modèle vertueux d'hébergement en lien avec l'environnement.

POUR LES PROCHAINES ANNÉES, LES ORIENTATIONS SERONT LES SUIVANTES :

- Développer une offre de séjours à destination de tous les publics,
- Créer les conditions du départ pour les publics qui n'ont pas l'habitude de partir et accompagner ces projets de départs dans leurs différentes étapes de construction,
- Influencer et faire évoluer les politiques du tourisme social notamment autour des classes transplantées,
- Organiser un accueil et une prise en charge des publics afin de garantir leur satisfaction et donner les clés de compréhension des espaces naturels, culturels et humains qu'ils découvrent,
- Agir et faire adhérer nos partenaires (collectivités locales et Éducation nationale) à nos valeurs et à notre projet politique.

ENJEU NUMÉRO 7

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Si l'histoire de notre mouvement se confond souvent avec les moments clés de la 3^{ème} République, il ne faut pas oublier que notre mouvement a, à cette époque, fortement contribué à la naissance du secours mutuel, du crédit mutuel et de la vie associative.

Replongeons nous dans la réalité de l'époque, celle d'une société qui s'industrialise et développe le travail salarié. Il s'agissait donc de mettre des filtres à un développement économique fort afin que l'être humain soit pris en compte en tant que tel, pas seulement comme un outil permettant d'actionner la machine. Il était donc nécessaire de lui donner les moyens d'être pris en compte en développant ses connaissances et sa capacité à s'exprimer individuellement et collectivement.

Pour les connaissances l'instruction publique laïque et obligatoire allait faire le travail. Pour le reste les syndicats, les partis politiques et les sociétés d'éducation populaire allaient s'en charger.

C'est donc dans ce contexte que l'économie sociale et solidaire a pu voir naître différentes initiatives auxquelles notre mouvement a fortement contribué. Ainsi des caisses de secours mutuel qui permettaient de pallier aux accidents de la vie bien avant que le système

de sécurité sociale ne s'en charge, ainsi aussi des caisses de crédit mutuel afin de créer des possibilités d'investissement et de développement de projets individuels et collectifs. La vie associative, elle, a permis à côté des formes d'entreprise coopérative de développer des projets économiques, certes, mais avant tout sociaux sans jamais poursuivre un but lucratif.

L'ESS a donc des vertus non négligeables dans le sens où elle permet de protéger l'homme, de le réparer, et de lui donner les moyens de s'affirmer. Elle est aussi capable de s'adapter aux enjeux d'aujourd'hui en développant des modes de production éthiques, des produits sains, en préservant l'environnement par des circuits courts, et surtout elle ne se délocalise pas.

Nous avons donc fait le choix de développer notre implication dans ce champ afin de contribuer à l'émergence et au développement de nouveaux lieux de socialisation et de réappropriation des enjeux de notre société. Nous avons accompagné des initiatives de développement collectif de projets économiques et avons participé à l'élaboration d'outils numériques permettant la reconnaissance et la valorisation de la personne.

POUR LES PROCHAINES ANNÉES, LES ORIENTATIONS SERONT LES SUIVANTES :

- Nous mobiliser dans le champ de l'innovation sociale afin d'apporter une réponse aux enjeux de la transition écologique, économique et sociale,
- Développer les Tiers-Lieux comme étant des espaces permettant aux porteurs de projet de l'innovation sociale de mettre en œuvre les solutions au profit des Hommes et des territoires,
- Accompagner les porteurs de projets, public et privé, en les formant et en faisant vivre un réseau, afin de diffuser les bonnes pratiques ESS,
- Construire des outils à destination des porteurs de projets et des membres du réseau afin qu'ils expérimentent et explorent des nouvelles formes de Gouvernance impliquant le plus grand nombre,
- Nous ouvrir à toutes formes de partenariat qui permettent de soutenir toutes formes d'innovation sociale, sous condition qu'elles correspondent à nos valeurs.

ENJEU NUMÉRO 7

LE SPORT

Cet enjeu n'a pas été traité en Conseil d'Orientation puisqu'il concerne les deux Fédérations sportives de la Ligue de l'Enseignement qui ont un organe statutaire propre par leur comité directeur. Il y a néanmoins une volonté politique de soutenir fortement nos Fédérations sportives, pour cela nous avons signé des conventions pluriannuelles leur garantissant des moyens, une participation réciproque à nos instances de gouvernance, une politique de développement de l'affiliation et de l'adhésion.

Pour rappel historique, en 1928 La Ligue de l'Enseignement crée l'Union Française des Œuvres Laïques

d'Éducation Physique afin de mettre en place des championnats dont la finalité correspond plus fortement à un mouvement d'éducation populaire comme le nôtre, favorisant donc la rencontre et la citoyenneté. Celle-ci verra la création en sein d'une commission scolaire en 1939, l'Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré afin de développer la pratique sportive au sein des établissements scolaire.

Aujourd'hui ces deux fédérations continuent de fédérer sur les territoires des associations engagées à faire vivre le sport pour tous et la laïcité comme principe d'organisation essentielle de notre projet républicain.

LEURS ORIENTATIONS SONT :



- Une association USEP dans chaque école,
- Faire vivre l'association USEP d'école par la rencontre sportive associative,
- Des partenariats de qualité pour des projets sportifs citoyens diversifiés,
- Ouvrir l'association USEP à une culture citoyenne et sportive diversifiée,
- Un réseau d'usépiens formés, concepteurs d'outils pédagogiques,
- Contribuer à l'accompagnement et à la formation des enseignants,
- Une association USEP pour tous les temps de l'enfant,
- Faire vivre l'association USEP dans son territoire en favorisant les articulations entre temps scolaire et périscolaire.



- Une même licence pour plus de 130 pratiques variées accessibles à tous,
- Susciter, accompagner le développement de la place des femmes dans la pratique, l'engagement et la prise de responsabilité,
- Accompagner les associations à évoluer dans le contexte social et sociétal,
- Renforcer le lien social et la culture associative en suscitant, accompagnant et valorisant l'engagement bénévole,
- Développer la pratique des sédentaires et améliorer la santé de la population,
- Accompagner le développement des pratiques de plein air favorisant l'éducation, le respect et l'émerveillement face à la nature,
- Travailler en dynamique de réseau partenarial notamment pour mobiliser les publics les plus isolés, vulnérables,
- Contribuer à l'insertion sociale et professionnelle.

LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET FÉDÉRAL

MÉTHODOLOGIE ET STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE

A/ TRADUIRE LES ORIENTATIONS EN OBJECTIFS

Le présent projet sera le guide de notre action pour les trois prochaines années, il fera l'objet d'une réappropriation par l'ensemble des salariés de la fédération et d'un travail spécifique afin que chaque orientation puisse être traduite en objectifs. Ainsi nous aurons une mesure concrète de ce que nous souhaitons bâtir dans les prochaines années.

B/ CADRER LE TRAVAIL POUR ALLER VERS L'OBJECTIF

Pour chaque objectif, une stratégie de mise en œuvre sera définie afin d'appréhender le territoire ciblé, les moyens que nous avons et ceux que nous devons acquérir, les partenariats et tout ce qui nous sera nécessaire à l'atteinte de ces objectifs. Cette stratégie sera définie et cadrée dans le temps au moyen d'un rétro planning ou d'un diagramme de Gant.

Les étapes A) et B) doivent impérativement être réalisées avant Septembre 2021.

C/ ASSURER UN SUIVI

Ce développement fera l'objet d'un suivi rigoureux lors des entretiens de suivi de projet avec les salariés de la fédération qui se déroulent avec une récurrence hebdomadaire. Les responsables de pôles en rendront compte ensuite chaque mois à leur Vice-Président de tutelle afin qu'il informe le bureau des avancées et avant chaque conseil d'administration un point précis sera communiqué à l'ensemble des administrateurs.

LES CONSEILS D'ORIENTATIONS

A/ RESTITUTION

Le présent projet sera présenté à l'assemblée générale de 2021 et fera l'objet d'une réappropriation plus précise en conseil d'orientation en Septembre de la même année avec une présentation des objectifs et de la stratégie de mise en œuvre cadrée dans le temps. Les participants pourront ainsi proposer de s'associer sur un projet, un territoire, de nous mettre en réseau avec des partenaires.

B/ SUIVI ET ÉVALUATION

Chaque enjeu devra faire l'objet d'une évaluation en conseil d'orientation dédié à chaque enjeu. Ainsi deux fois par an, les Conseils d'Orientations devront se réunir en début d'année et à la rentrée de Septembre afin de mesurer l'avancée concrète de toutes les actions qui seront répertoriées dans le rapport d'activité de la fédération. Cela leur permettra à la fois de faire le point sur les avancées, de mesurer les écarts et de les analyser afin de proposer des rectifications le cas échéant. Ils pourront aussi mettre à profit ce temps pour se réapproprier des éléments de contexte ou une actualité en lien avec l'enjeu sur lequel ils travaillent.

C/ ÉVALUATION FINALE

Une grille d'indicateur sera construite afin de pouvoir évaluer ce projet. Cette évaluation sera partagée avec les membres de notre réseau et les usagers et permettra, au cours du premier trimestre 2024, d'appréhender l'impact de notre projet fédéral dans sa mise en œuvre.

PROJET FÉDÉRAL 2021/24

Laïque et indépendante, la Ligue de l'enseignement réunit des hommes et des femmes qui agissent au quotidien pour faire vivre la citoyenneté en favorisant l'accès de tous à l'éducation, la culture, les loisirs ou le sport.

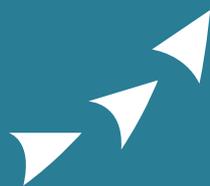
Des centaines de milliers de bénévoles et plusieurs milliers de professionnels se mobilisent partout en France, au sein de près de 30.000 associations locales et d'un important réseau d'entreprises de l'économie sociale.

Tous y trouvent les ressources, l'accompagnement et la formation nécessaires pour concrétiser leurs initiatives et leurs projets.

Tous refusent la résignation et proposent une alternative au chacun pour soi.

Rejoignez-nous !

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DU PAS-DE-CALAIS



55 rue Michelet - BP 20736 - 62031 ARRAS Cedex

03 21 24 48 60

contact@ligue62.org

www.ligue62.org



Ligue de l'enseignement du Pas-de-Calais



@laLigue62



Ligue de l'enseignement du Pas-de-Calais



Fédération du Pas-de-Calais - Ligue de l'enseignement